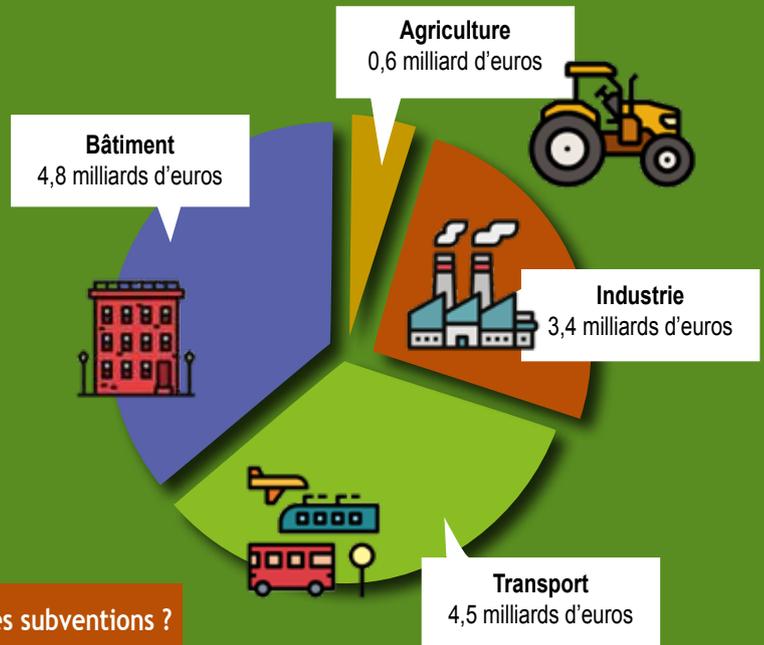


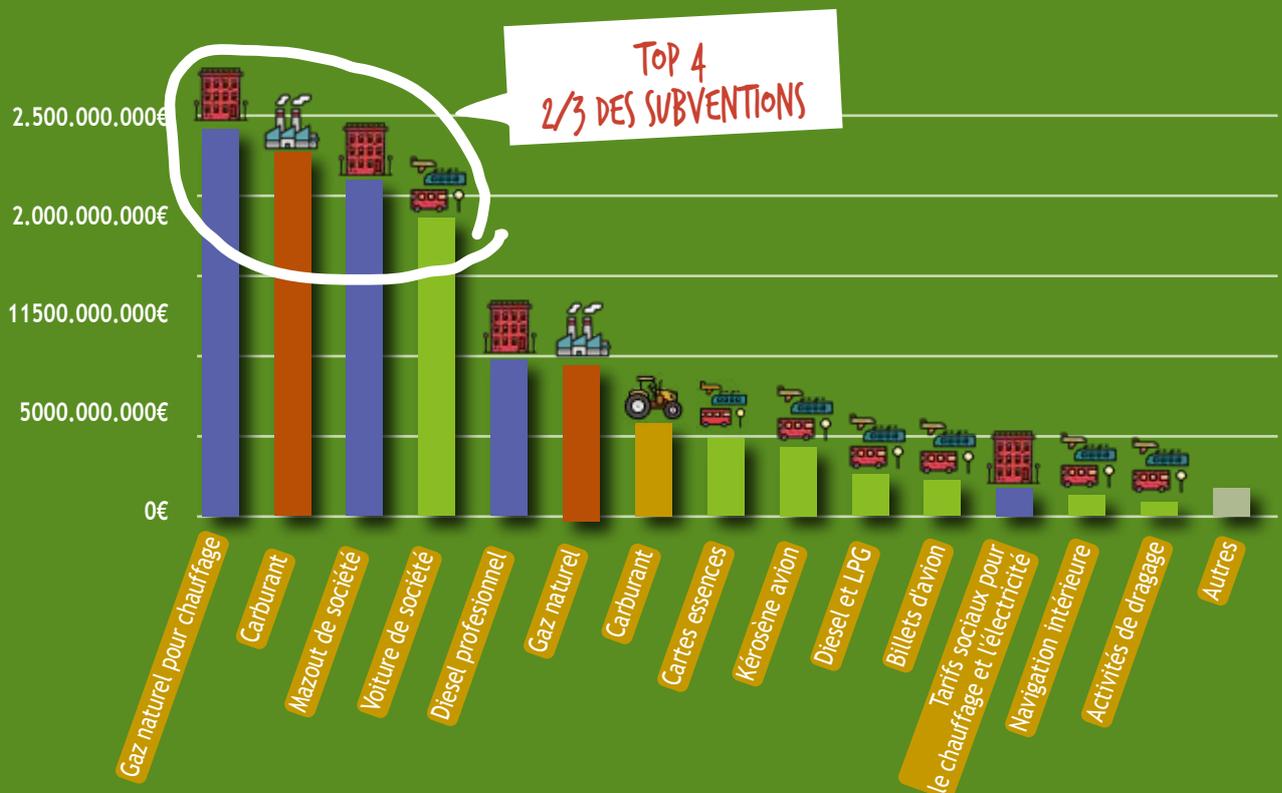
L'Etat belge ne cesse de clamer haut et fort le besoin imminent d'actions fortes pour contrer le réchauffement climatique et remplir les objectifs de développement durable. Pourtant, dans le même temps, les énergies fossiles (pétrole, charbon, tourbe, gaz naturel...) sont toujours largement subventionnées par les autorités publiques.

Rien qu'en 2019, la Belgique a consacré 13 milliards d'argent public aux énergies fossiles.

Répartition des subventions par secteurs



Mais encore ? Qu'est-ce qui se cache derrière ces subventions ?



Si certaines de ces subventions ont beaucoup de sens - prenons les tarifs sociaux qui permettent aux personnes financièrement précarisées de réduire leur facture de chauffage ou d'électricité -, d'autres sont franchement problématiques. Pensons aux voitures de société et aux cartes essences qui ne profitent qu'à une minorité de personnes ; ou aux subventions des carburants dans l'industrie et l'agriculture qui continuent d'encourager nos modèles de production à être dépendants des énergies fossiles et émetteurs de CO2. Ces subventions parfois cachées coûtent cher à l'Etat. Elles devraient être réorientées vers une politique climatique ambitieuse.

Source : SPF Finances, inventaire fédéral des subventions aux énergies fossiles.